

Considérations sur le mouvement actuel, analyse générale et limites

Depuis quelques mois, la France est plongée dans une vague de mobilisation d'une nature quelque peu inédite. Au-delà des données quantitatives et de masse, certes remarquables mais que l'on peut aussi identifier dans d'autres mouvements de contestation contemporains (pensons d'abord aux GJ, avant la pandémie), le point central est certainement la conflictualité exprimée dans son ensemble par les organisations syndicales, qui semblent redevenir le *moteur des luttes* et non plus seulement des coordinateurs ou des gestionnaires.

Ce changement d'attitude de la part des syndicats est encore en cours et les résultats à long terme sont incertains, car nous ne pouvons pas savoir aujourd'hui s'il s'agit d'une nouvelle accélération historique réelle du conflit de classe du pays ou d'un chant du cygne de ce qui, vu sous l'angle de la chaîne de valeur mondiale, présente toutes les caractéristiques d'une aristocratie de la classe ouvrière. Nous ne pouvons donc pas savoir s'il s'agit d'une bataille qui restera défensive, certes déterminée mais statique, ou si elle aura la capacité de s'inscrire dans une perspective d'attaque politique contre l'élite dirigeante continentale. Cela ne se produira certainement pas spontanément, car nous restons convaincus que le conflit social ne donne pas directement lieu à un conflit politique, sans l'intervention d'une subjectivité organisée.

En identifiant cette étape, cependant, il est certainement important de saisir son potentiel *dans une perspective historique*. Pour les communistes, en effet, cette étape doit être lue comme une accumulation de forces, une sédimentation de la conscience politique et de la capacité de conflit.

On peut citer, en ce sens, le déplacement du centre de gravité du conflit national de Paris, lieu historique d'expression de l'opposition au pouvoir établi, vers la France périurbaine et provinciale, un fait qu'on a hérité du mouvement des GJ d'il y a quelques années. Mais à cette donnée macroscopique s'ajoutent les formes de conflictualité généralisée observées ces derniers mois : les blocages continus des lieux stratégiques de circulation et d'élimination des déchets, la disposition à l'affrontement dans les rues des secteurs jusqu'à présent peu organisés par les réalités du mouvement politique, la capacité à inclure la lutte contre les destructions écologiques dans la bataille contre la réforme...

De l'autre côté de la barricade, nous pouvons certainement voir le désarroi dans les rangs du bloc dominant. Cependant, on ne peut pas parler, comme on l'a entendu parfois, d'un effondrement imminent du gouvernement et du Président ; cela était une déclaration utile pour exciter les travailleurs mobilisés, et elle a donc joué son rôle, mais elle ne reflète certainement pas l'état actuel des choses.

Ce qu'il nous semble important de souligner, c'est plutôt le changement de stratégie, également communicationnelle, de ce bloc dominant : l'utilisation récurrente de l'article 49.3, même en présence d'une importante mobilisation comme celle de ces dernières semaines, en dit long sur l'involution dégradante de la démocratie parlementaire. Si les lois sont faites par le pouvoir exécutif, nous sortons du périmètre démocratique dessiné depuis Tocqueville pour entrer dans un monde bien plus opaque.

En ce sens, la dichotomie "démocratie/autocraties", qui sous-tend idéologiquement l'affrontement de l'Occident impérialiste contre le reste du monde dans un nouveau contexte objectivement de plus en plus multipolaire, s'effondre. Mais surtout, la nécessité pour les classes dirigeantes de rigidifier le système social, d'en structurer un autre, plus réactionnaire, devient explicite. Et c'est là que la force du mouvement de protestation de ce début 2023 se mesure à ses limites.

Nous pensons que ces limites ne peuvent pas être imputées, pour une fois, à la volonté de conflit des centrales syndicales qui, bien qu'avec de nombreuses contradictions, ont pleinement assumé leur fonction historique, qui est précisément celle de promouvoir le conflit social. Et nous ne pouvons certainement pas imputer de lacunes aux travailleurs et aux citoyens, qui se sont mobilisés en masse

et pendant longtemps avec un enthousiasme et une détermination qui semblent être d'une autre époque.

La limite est entièrement politique, à analyser sans chercher de boucs émissaires ni rejeter la faute sur un ou plusieurs acteurs en particulier. Ce n'est pas ce qui nous intéresse, mais plutôt de réaliser un audit du processus actuel afin de développer une ligne adaptée au contexte et au défi que cette phase de transition nous impose.

En fait, dans la plupart des cas, les forces politiques du pays ont abordé cette bataille comme s'il s'agissait d'un simple conflit social. C'est-à-dire qu'elles ont soutenu la bataille syndicale, en l'encadrant et en lui donnant un appui aussi parlementaire, en apportant leur solidarité et leur force matérielle, mais en restant toujours dans le périmètre de la bataille sociale. Ce qui a manqué, et nous ne pouvons pas savoir si c'est par incapacité ou par manque de volonté, c'est la poussée vers une bataille politique, expliquant clairement les causes de cette involution démocratique et proposant des solutions politiques de rupture.

Ce que nous voulons dire, c'est que si la classe dirigeante "nous propose" un nouveau type de société, dans un sens réactionnaire bien sûr, les forces politiques du pays n'ont pas la force de proposer un autre type de société, mais restent plutôt ancrées à l'existant, avec plus ou moins d'améliorations à apporter en cours de route. Ce manque est encore plus grave si l'on considère le niveau de politisation objective présent dans la société, entendu non seulement comme une disposition au conflit mais surtout comme une exigence de vision globale, de vision du monde cohérente et générale, dans laquelle l'être humain est à la fois citoyen, travailleur et bâtisseur de la société future.

Ce qui manque, c'est une explication de la tendance sous-jacente à la réalité perçue. La crise systémique est à l'origine de la *tendance à la guerre*, caractère dominant du monde dans lequel nous vivons. Or, la guerre est là, et nous y sommes chaque jour davantage, ce qui est perçu par la population, plus ou moins consciemment.

La guerre, qui pour l'instant est encore hors de nos frontières, entraîne aussi une économie qui lui correspond, qui met certaines productions aux commandes et d'autres à l'arrière-plan. Mais la guerre militarise aussi les relations sociales et politiques. S'il y a un "ennemi extérieur" à combattre, il n'est plus permis de contester les décisions des dirigeants. La dialectique politique se rétrécit dans la même mesure que les salaires et les droits des travailleurs sont comprimés. C'est ce discours que les organisations politiques doivent tenir si elles veulent être à la hauteur des mouvements sociaux et des luttes syndicales au sein de la société. Pour cela, il faut du courage politique et un projet de rupture avec l'existant.